

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA CORSE

# RAPPORT DE GESTION

2009



<b>Editorial</b>	<b>p. 3</b>
<b>La Caisse Régionale dans le Groupe Crédit Agricole</b>	<b>p. 4</b>
Présentation du Groupe Crédit Agricole	
<i>Organisation</i>	p. 5
<i>Présentation du Groupe Crédit Agricole</i>	p. 6
La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Corse	
<i>Organisations</i>	p. 7
<i>Quelques chiffres</i>	p. 8
<b>Environnement et conjoncture</b>	<b>p. 9</b>
Le contexte international et national	p. 10
Le contexte régional	p. 11
<b>Analyse de l'activité</b>	<b>p. 13</b>
La collecte	p. 14
Les crédits	p. 15
Les services et assurances	p. 16
<b>Analyse des résultats financiers</b>	<b>p. 17</b>
Le compte de résultat	
<i>Synthèse</i>	p. 18
<i>PNB</i>	p. 19
<i>Charges de fonctionnement</i>	p. 20
<i>Hors exploitation</i>	p. 21
<i>Conclusion</i>	p. 22
Le bilan social	p. 23
Ratios réglementaires	p. 24
Les comptes consolidés	p. 25
<b>La gestion des risques</b>	<b>p. 26</b>

## Rester maître de ses choix

### **2009 une année charnière**

2009 année post crise : notre Caisse Régionale a rempli pleinement sa mission d'accompagnement du développement de l'économie corse grâce à une forte présence sur le marché du crédit, une offre assurance étoffée et une gamme de produits d'épargne très attractive.

Les engagements pris par le Groupe Crédit Agricole, en matière de financement de l'économie, ont été respectés par la Caisse Régionale. Ses encours de crédits sains ont progressé de +10% en un an ; 4937 prêts ont été distribués pour 248M€.

Les résultats financiers de l'entreprise sont également au rendez-vous. Notre résultat net après impôt a atteint 11.4M€. Notre structure financière s'en trouve renforcée avec un ratio BALE II en nette hausse (+1.17 pts) à 9,87%.

Ces performances attestent de la solidité de notre modèle de développement construit sur des valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité à l'égard de ses clients et au service du développement de l'économie corse.

Ces bons résultats sont le fruit du travail de l'ensemble des salariés et du Comité de Direction, soutenus par la Commission de Gestion Provisoire.

### **Rendez vous en 2012**

Les grands axes de notre Projet d'Entreprise ont été définis en 2009 :

- Accroître notre présence sur le marché des particuliers,
- Accompagner les professionnels et entreprises dans leur développement,
- Remplir une mission d'utilité à la société corse avec le soutien de ses clients.

Les trois prochaines années seront déterminantes pour la réussite de cette ambition, celle de construire une Caisse Régionale solide, pérenne et solidaire.


Nos organisations s'adapteront pour répondre à des besoins nouveaux de conseils, d'expertise, pour faire évoluer nos offres vers plus de réactivité et d'anticipation, pour la plus grande satisfaction des besoins de nos clients.

C'est ainsi que nous nous engageons avec les autres Caisses Régionales dans des coopérations actives et profitables, dans le déploiement des nouvelles technologies et dans l'ouverture vers de nouveaux métiers.

La période 2010-2012 nous confrontera à de nouveaux défis que nous relèverons avec nos salariés qui sont combattifs et responsables, audacieux et volontaires.

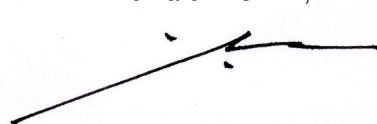
Avec des fondamentaux renforcés notre Caisse Régionale dispose des moyens de poursuivre sa mission de banque, leader sur son territoire avec le soutien du Groupe Crédit Agricole.

Christian VALETTE,



Directeur Général

Bernard MICHEL,



Président

## **La Caisse Régionale dans le Groupe Crédit Agricole**

Présentation du Groupe Crédit Agricole

*Organisation*

*Présentation du Groupe Crédit Agricole*

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Corse

*Organisation*

*Quelques chiffres*

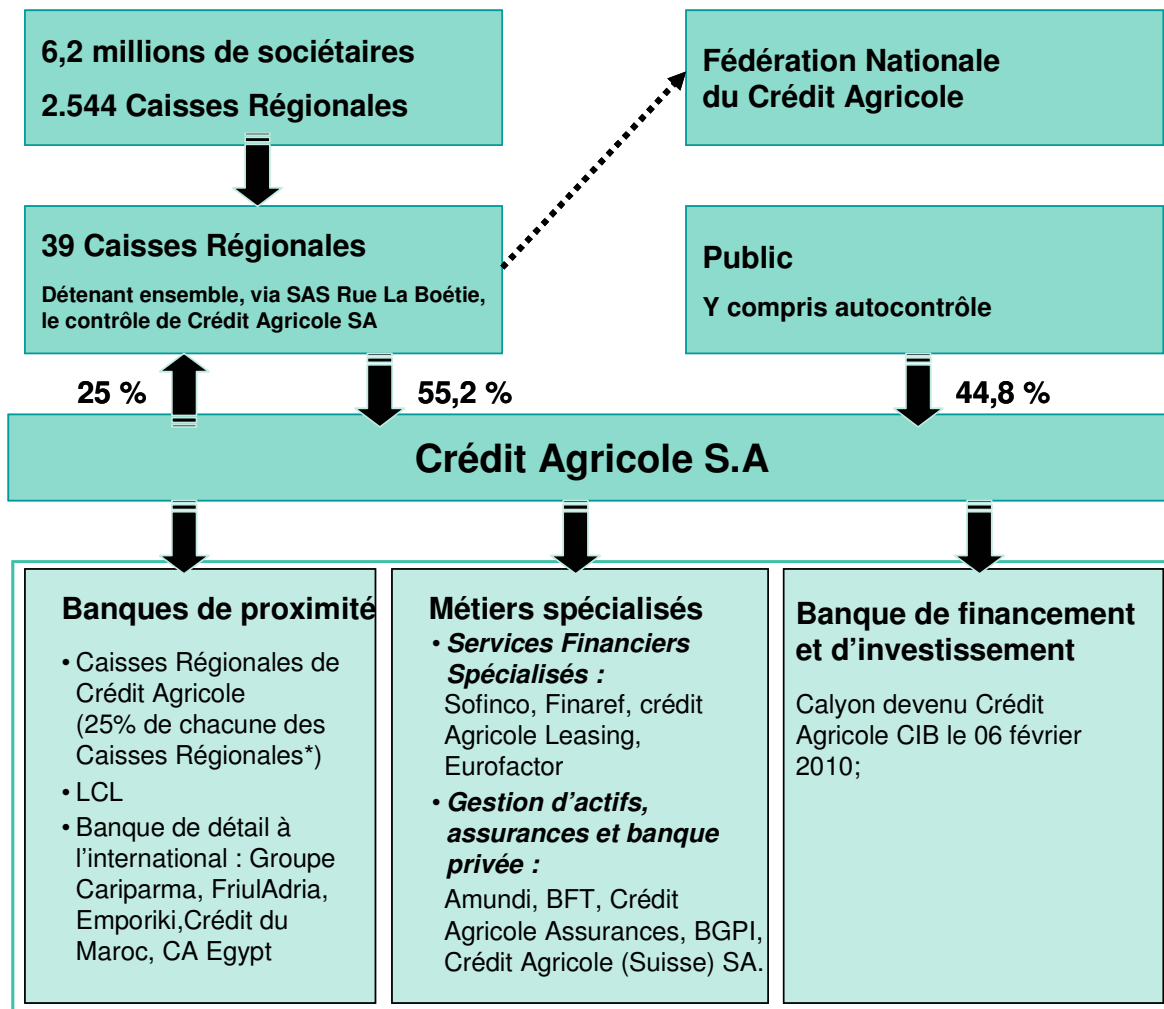
# LA CAISSE REGIONALE DANS LE GROUPE CREDIT AGRICOLE

## Présentation du groupe Crédit Agricole – Organisation

Au 31/12/2009

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses Régionales et des Caisses Locales, ainsi que leurs filiales

Au 31 Décembre 2009



Activités et filiales spécialisées : Capital Investissement. Crédit Agricole Immobilier. Uni-Editions

\* A l'exception de la Caisse Régionale de la Corse

### Crédit Agricole, 1<sup>er</sup> partenaire financier de l'économie française et acteur majeur à l'échelon mondial

#### √ **Le groupe Crédit Agricole, un leader européen**

N°1 de la banque de proximité en France, le Crédit Agricole est le premier partenaire financier de l'économie française et se place au premier rang de la banque de détail en Europe.

Son ambition : construire un leader européen, à dimension mondiale, de la banque et de l'assurance, dans le respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Avec plus de 160 000 collaborateurs dans 74 pays, le Crédit Agricole est présent dans tous les métiers de la finance. Fort d'un réseau de 11 850 agences ancrées dans leurs territoires, et de l'expertise de ses filiales spécialisées, il conjugue l'efficacité de la production et la puissance de la distribution au service de 58 millions de clients dans le monde.

#### √ **Un groupe solide et puissant**

- 59 millions de clients dans le monde.
- 2,7 milliards d'€ de bénéfice net part du groupe.
- 68,8 milliards d'€ de capitaux propres part du groupe.
- Un ratio Tier 1 de 9,7% (01/01/2010).

#### √ **Banques de proximité en France**

1<sup>er</sup> réseau bancaire français avec 9150 agences et deux marques :

##### ● Les Caisses Régionales :

- 39 Caisses Régionales.
- 76 000 collaborateurs.
- Prés de 7 100 agences.
- 20 millions de clients.

##### ● LCL :

- 22 000 collaborateurs.
- Plus de 2 050 agences LCL.
- 6 millions de clients.

#### √ **Banque de détail à l'international**

- 5 millions de clients.
- 30 500 collaborateurs.
- Présence dans plus de 20 pays, majoritairement situés en Europe du sud et de l'est et autour du bassin méditerranéen.
- Prés de 2400 agences.

#### √ **Services financiers spécialisés**

- Un leader européen du crédit à la consommation présent dans plus de 20 pays.
- Un leader français du crédit bail et de l'affacturage.
- 11 350 collaborateurs.
- 27 millions de clients.

#### √ **Gestion d'actifs, assurances et banque privée**

- Des positions de premier plan en France et en Europe en :
  - Gestion d'actifs et conservation de titres.
  - Assurances vie, dommages, emprunteurs.
  - Banque privée.
- 8 650 collaborateurs.
- 735 milliards d'€ d'actifs gérés.

#### √ **Banque de financement et d'investissement**

- Quatre pôles majeurs :
  - Couverture clients et banque d'investissement.
  - Courtage.
  - Fixed income (activités de taux).
  - Financements structurés.
- 12 300 collaborateurs.
- 57 pays d'implantation.

#### √ **Crédit Agricole S.A.**

Organisé lors de la cotation, en décembre 2001, pour être représentatif de tous les métiers et de toutes les composantes du Groupe Crédit Agricole S.A. regroupe et anime ses filiales spécialisées, au service des Caisses Régionales dont il détient 25%, et de ses réseaux bancaires en France et à l'international.

- 45,5 milliards d'€ de capitaux propres part du groupe.
- 17,9 milliards d'€ de produit net bancaire.
- 1,1 milliards d'€ de résultat net part du groupe.
- 89 000 collaborateurs.
- Un ratio Tier 1 de 9,5% (01/01/2010).

#### √ **L'activité commerciale du groupe**

- 527,9 milliards d'€ d'encours de collecte bilan.
- 698,9 milliards d'€ d'encours de crédit.
- Un parc de cartes de 17,2 millions.
- 1,9 milliards de paiement par cartes.
- 12 443 guichets automatiques.
- 9,5 millions de contrats d'assurances (habitation, auto, prévoyance et santé).
- 16,8 millions de comptes de dépôts à vue.

## Commission de Gestion Provisoire

La composition de la CGP est communiquée au 31 décembre 2009.

### Président

M. Bernard MICHEL *Directeur Général de Crédit Agricole Assurances – Directeur Général de Predica*

### Membres

M. Jean Guillaume MENES *Directeur des Relations avec les Caisses Régionales à Crédit Agricole S.A.*  
M. Michel CLAVE *Directeur de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire à Crédit Agricole S.A.*  
M. Jean-Michel DAUNIZEAU *Précédemment Directeur des Affaires Juridiques à Crédit Agricole S.A.*  
M. Jean-Louis MERRE *Précédemment Secrétaire du Comité de Contrôle Interne Groupe à Crédit Agricole S.A.*

Il est à noter que les mandataires sociaux n'ont perçu aucune rémunération de la part de la Caisse Régionale.

## Présidents des Caisses Locales

<b>CORSOPAR</b>	M. Michel CLAVE
<b>CL Départementale</b>	M. Jean-Louis MERRE
<b>CL Gestion d'actifs</b>	M. Jean-Louis MERRE
<b>CL Assurance</b>	M. Michel CLAVE

## Comité de Direction

### Directeur Général

M. Christian VALETTE

### Adjoint au Directeur Général

M. Vincent FEDI *Direction du Financier, du Bancaire et des Risques*

### Comité de Direction

M. Jean-Paul BARBOLOSI *Direction du Développement commercial*  
M. Régis MARTINENGI *Direction des Marchés et du Fonctionnement*  
M. François ROMEI *Direction des Ressources Humaines – Secrétariat général*

## Commissaire aux comptes

### Cabinet ERNST & YOUNG

Mme Valérie MEEUS

# LA CAISSE REGIONALE DANS LE GROUPE CREDIT AGRICOLE

## La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Corse – Quelques chiffres

CLIENTELE	2009	SOCIETARIAT	2009
Nombre de Clients Bancaires	198 124	Caisses locales	4
Porteurs de cartes	52 235		
Commerçants équipés TPE	1 422		

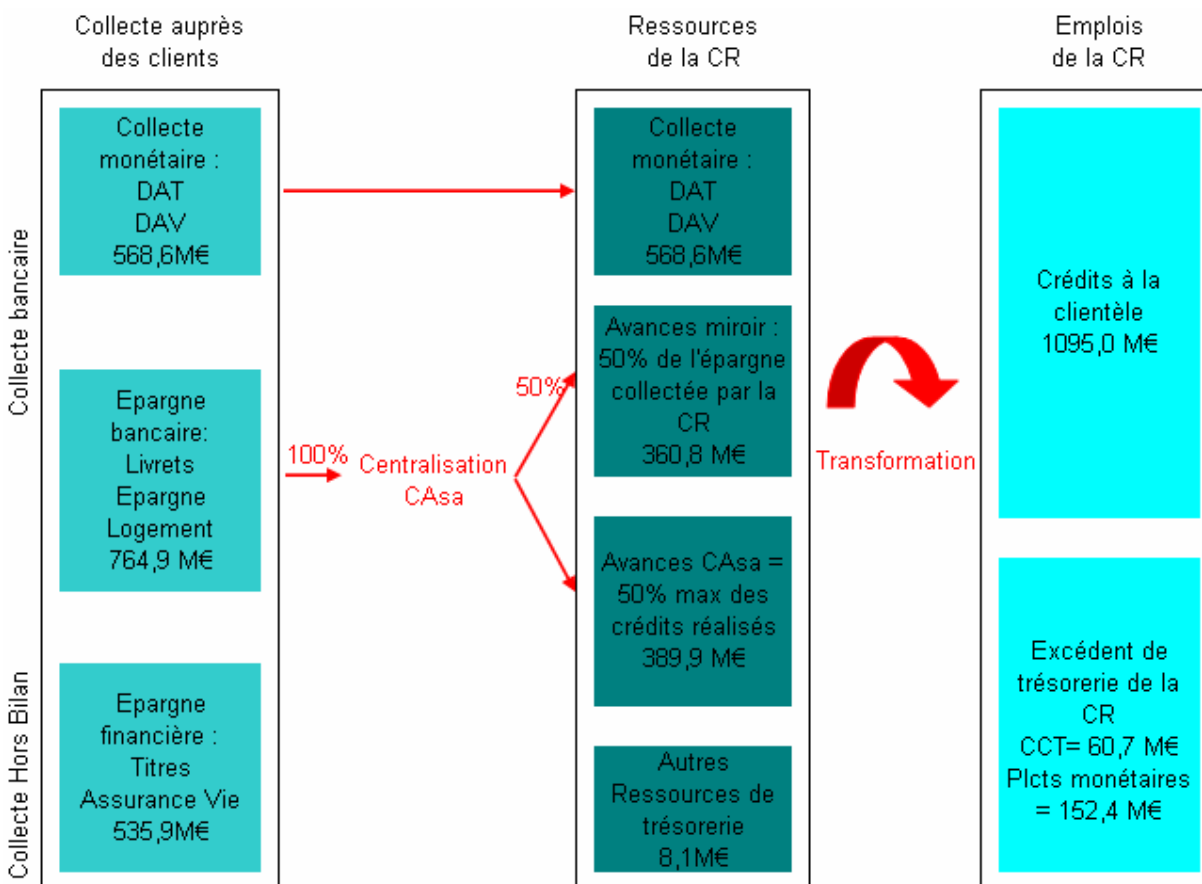
RESSOURCES HUMAINES	2009	MOYENS	2009
Effectif utilisé	359	Agences	21
<i>dont effectif réseau</i>	<i>198</i>	Centre d'affaires Entreprises	2
<i>dont effectif siège</i>	<i>161</i>	Agences en ligne	1

ACTIVITE	2009	DONNEES FINANCIERES	2009
Encours de collecte*	1 921,2	Total bilan social*	1 484,2
Encours de créances*	1 277,5	Capitaux propres hors FRBG*	31,1
Comptes Dépôts à Vue	76 407	Produit Net Bancaire*	65,0
Comptes Services	46 661	Résultat Brut d'Exploitation*	19,4
Contrats d'assurance des biens	16 975	Résultat Net social*	11,4

\* en millions d'€uros

### De la collecte au crédit (Données au 31/12/2009)



**Environnement et conjoncture**

Le contexte international et national  
Le contexte régional

**Vue d'ensemble 2009** (Source INSEE – Note de conjoncture – Décembre 2009)

**Perspectives 2010-2011 en France** (Source ECO – Crédit Agricole SA)

En 2009, la sortie de la récession s'est précisée dans la plupart des pays développés.

Après s'être stabilisée au 2<sup>ème</sup> trimestre, l'activité des économies avancées a rebondi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 (+0,5%), principalement grâce aux plans de relance et à la normalisation de la situation financière : la demande des ménages en a été soutenue et celle des entreprises stabilisée. Toutefois, cette reprise de l'activité n'a pas été homogène, certains pays restant même en récession. Ainsi si la reprise a été franche aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie et au Japon, elle a été plus modérée en France, alors que l'Espagne et le Royaume-Uni ne sont toujours pas sortis de la récession.

Dans les pays émergents, et plus particulièrement ceux du Sud-Est asiatique, l'activité a nettement progressé : l'investissement productif et les exportations y ont été très dynamiques. En Chine notamment, la croissance a été portée par la mise en œuvre du plan de relance et l'assouplissement des conditions de crédit.

Les marchés interbancaires ont retrouvé un fonctionnement normal, ce qui se répercute progressivement sur les taux d'intérêts que les banques pratiquent vis-à-vis des ménages et des entreprises. Ces taux ont nettement baissé depuis le point haut atteint après la faillite de Lehman Brothers.

De même, le nombre de banques déclarant durcir leurs conditions de financement a nettement diminué. Toutefois, le coût du refinancement des entreprises reste supérieur à ce qui était observé début 2007. Par ailleurs, si les banques cessent de durcir les conditions d'octroi du crédit, elles ne les ont pas encore assouplies, sauf au Royaume-Uni.

Au total, les conditions de financement des ménages et des entreprises continueraient de s'améliorer dans les trimestres à venir mais elles resteraient plus tendues qu'avant la crise.

Dans un grand nombre de pays, les marchés immobiliers semblent se ressaisir après la violente crise qu'ils ont traversée. Ainsi les prix et les volumes de transactions se redressent aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

En France, les prix des logements anciens se sont stabilisés au troisième trimestre et les stocks de logements neufs se sont nettement repliés grâce au rebond des ventes.

En Espagne, la baisse des prix s'est modérée depuis le deuxième trimestre. Toutefois, ces signes d'améliorations sont encore fragiles.

En outre les niveaux d'activité dans le secteur de la construction de logements et les volumes de transactions sont très nettement inférieurs aux niveaux d'avant crise.

La consommation des ménages devrait rester modérée (+ 1% en 2010), bien que les derniers chiffres de dépenses des ménages en produits manufacturés constituent une bonne surprise, mais la réduction de la prime à la casse pèsera sur les achats d'automobiles.

Par ailleurs, la pression exercée par un taux de chômage élevé n'est pas anodine. Malgré l'amélioration de l'activité économique, le taux de chômage devrait continuer à progresser, mais moins qu'au cours de la récession (10% fin 2010 contre 9,1%). Cette détérioration du marché du travail va continuer à peser sur les revenus d'activité.

L'investissement des entreprises devrait continuer dans un premier temps à se replier, avant de se stabiliser au cours du premier semestre 2010. Malgré l'amélioration de l'activité et la forte détente des conditions de financement en lien avec la baisse des taux, un net rebond de l'investissement n'est pas attendu car les perspectives de demande restent médiocres, les capacités de production sont à un très bas niveau et le taux d'endettement des entreprises atteint des sommets. Ce niveau élevé de l'endettement pourrait limiter la dynamique de l'investissement au cours des prochains trimestres.

Parallèlement, la situation financière des entreprises devrait continuer à s'améliorer en 2010 et 2011, le taux de marge des sociétés non financières devrait ainsi se redresser à partir de 2010. En outre, la situation financière des entreprises bénéficiera du raffermissement de l'environnement global attendu en 2011.

Avec la reprise attendue de l'économie mondiale, les exportations devraient croître. Mais les importations devraient progresser également, la demande domestique se redressant peu à peu. Au total le commerce extérieur devrait contribuer positivement à la croissance.

Dans un climat où la confiance a été mise à rude épreuve pendant de longs mois, une dégradation plus marquée que prévu du marché du travail pourrait affecter davantage la consommation. Face à des débouchés médiocres, les entreprises pourraient faire preuve de plus de prudence et contenir de façon plus marquée leurs investissements. Ceci pourrait compromettre le redressement de la demande domestique et retarder le processus d'enclenchement d'une reprise à caractère auto-entretenu.

Prévisions France	2009	2010	2011
PIB	-2,3%	1,5%	1,7%
Consommation privée	0,6%	1,0%	2,0%
Investissement des entreprises	-7,1%	-1,1%	2,3%
Investissement des ménages	-9,2%	-3,7%	0,7%

## Le bilan de l'année 2009

### EVOLUTION DE L'ACTIVITE 2009 (en%)

Industrie	Services marchands	BTP	Commerce de gros	Commerce de détail
-1,3	-2,4	+3,2	-7,7	+0,3

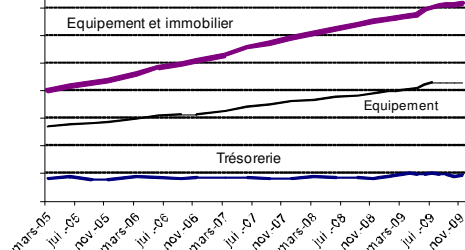
### EVOLUTION DES EFFECTIFS 2009 (en%)

Industrie	Services marchands	BTP	Commerce de gros	Commerce de détail
-0,3	+1,6	+0	-0,7	-1,3

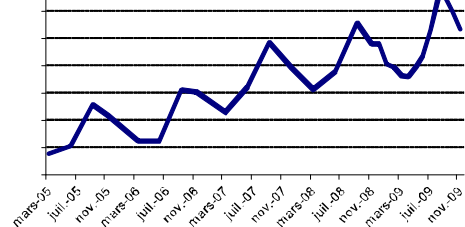
### EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS 2009

Industrie	Services marchands	BTP
-	-	-

### EVOLUTION DES CREDITS BANCAIRES AUX ENTREPRISES



### EVOLUTION DES DEPOTS BANCAIRES DES ENTREPRISES



Après plusieurs années de forte progression, l'économie régionale a connu des évolutions plus contrastées en 2009. Le climat d'affaires insulaire a été perturbé par la crise économique mondiale de façon nettement moins marquée que pour les autres régions. A l'exception de la construction qui conserve un taux de croissance positif, bien qu'en contraction, et du secteur du commerce de détail qui se maintient, tous les autres compartiments voient leur activité reculer. Le repli le plus significatif touche le négoce de gros, qui subit un tassement des volumes cumulé à une forte correction du prix des marchandises. Les chiffres d'affaires sont également en régression, dans de moindres proportions, dans l'industrie et les services marchands, malgré une bonne saison touristique.

Les effectifs ont globalement peu varié, pour autant le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru dans la région moins rapidement que la moyenne nationale. Seules les entreprises des services marchands ont embauché, alors que celles du bâtiment et travaux publics conservaient simplement leurs employés.

Les importantes corrections de prix et parfois de demande ont pu affecter les rentabilités tandis que, pour la seconde année consécutive, l'effort d'investissement ressort irrégulier.

Le rythme de croissance des encours de crédits accordés aux entreprises est proche de celui observé l'an passé. Il reste néanmoins assez éloigné des taux records constatés les années précédentes.

Le niveau des incidents de paiement est similaire à celui des années précédentes en fin de période. Le pic des dépôts bancaires des entreprises a été constaté comme chaque année en août. Le repli sur la fin de l'exercice est plus marqué. Le taux de croissance sur un an des dépôts bancaires des entreprises s'est fortement contracté.

## Les perspectives pour 2010

### PREVISIONS D'ACTIVITE 2010 (en%)

Industrie	Services marchands	BTP	Commerce de gros	Commerce de détail
+2,5	+3	+3	+4	+0,5

### PREVISIONS D'EFFECTIFS 2010 (en%)

Industrie	Services marchands	BTP	Commerce de gros	Commerce de détail
+1	+1	+1	+0,5	+0,5

### PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS 2010

Industrie	Services marchands	BTP
+	-	=

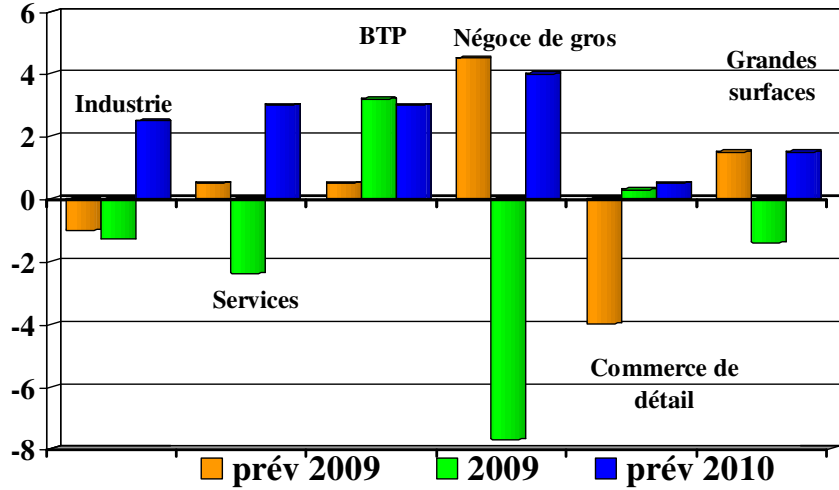
Les anticipations des chefs d'entreprise sont prudentes dans un contexte économique encore fragile. Toutefois, à l'exception du commerce de détail, elles s'orientent toutes vers une reprise de la croissance.

Ce climat plus favorable pourrait permettre une légère progression des effectifs et conforterait également les rentabilités.

Certains industriels devraient renforcer leurs outils de production mais globalement les perspectives d'évolution de l'investissement sont contrastées, malgré les premières et précoces réservations pour la prochaine saison touristique.

### Les Chiffres d'affaires :

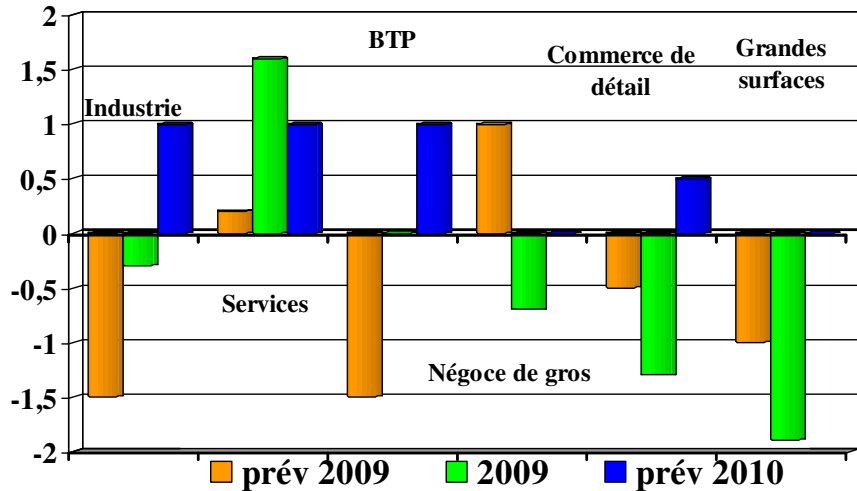
✖ Variations en % par grand secteur



Banque de France – Service des Affaires Régionales Les Entreprises en Corse, bilan 2009, perspectives 2010

### Les effectifs :

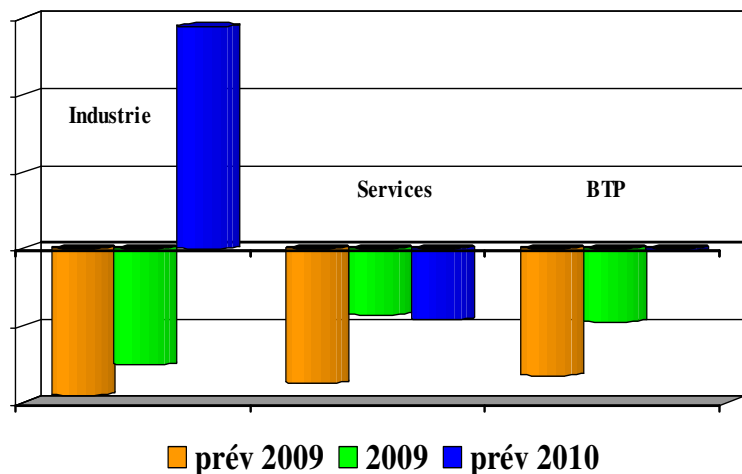
✖ Variations en % par grand secteur



Banque de France – Service des Affaires Régionales Les Entreprises en Corse, bilan 2009, perspectives 2010

### Les investissements

✖ Variations en % par grand secteur



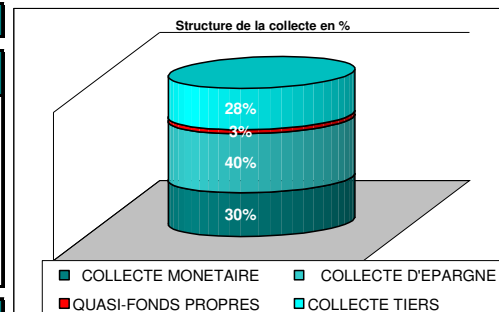
Banque de France – Service des Affaires Régionales Les Entreprises en Corse, bilan 2009, perspectives 2010

**Analyse de l'activité**

La collecte  
Les crédits  
Les services et assurances

<i>en millions d'€uros</i>	2008	2009	Ecart	%
<b>Total Collecte</b>	<b>1 866,1</b>	<b>1 921,2</b>	<b>55,1</b>	<b>3,0%</b>
COLLECTE MONETAIRE	538,1	568,6	30,5	5,7%
COLLECTE D'EPARGNE	768,1	764,9	-3,2	-0,4%
QUASI-FONDS PROPRES	44,9	51,8	6,9	15,4%
COLLECTE TIERS	515,0	535,9	20,9	4,1%
<i>dont SICAV, FCP</i>	145,3	140,3	-5,0	-3,4%
<i>dont Assurance Vie</i>	361,7	390,6	28,9	8,0%
<b>Dont Épargne + Tiers</b>	<b>1 283,1</b>	<b>1 300,8</b>	<b>17,7</b>	<b>1,4%</b>

(\*): Base RCR



La structure de la collecte évolue peu par rapport à 2008. La collecte augmente globalement de +3,0%, contre +2,5% en 2008.

La Caisse Régionale de la Corse enregistre en 2009 un taux de progression de la collecte relativement modeste au regard de celui de l'institution nous portant au 33<sup>ème</sup> rang des Caisse Régionales, même si elle est très légèrement supérieure à celle de l'année précédente.

**Le compartiment de la collecte monétaire est le plus dynamique avec une progression de +5,7%, contre +6,4% en 2008 :**

Cette évolution est due principalement à la très forte progression des DAV qui en constitue 87,1% à +9,3% favorablement impactée par l'excellente saison touristique.

Par contre, les produits à terme (CDN, BDC, DAT...) n'ont connu que très peu d'attrait suite à la très forte baisse des taux que nous avons connue en 2009 et subissent de ce fait une décollecte de -15,3%.

**La progression de l'épargne bancaire est nulle à -0,4% et en deçà des progressions des années antérieures (+ 4,4% en 2008 et +4,2% en 2007).**

Les livrets, dans un contexte de taux bas difficile, enregistrent une progression de +2,2%. A noter que pour la première année de commercialisation du livret A par notre Caisse Régionale, et malgré une rémunération peu attractive, 32 millions d'€ ont été collectés pour près de 6 400 ouvertures de comptes.

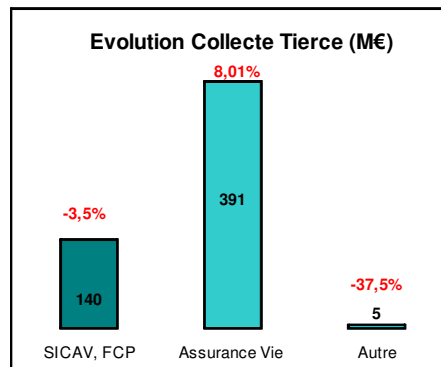
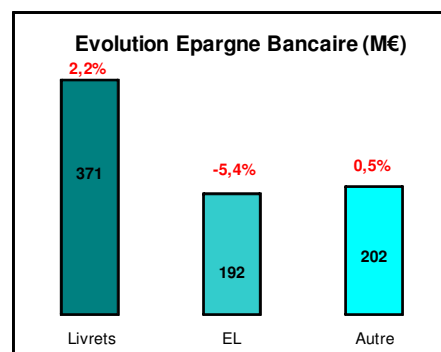
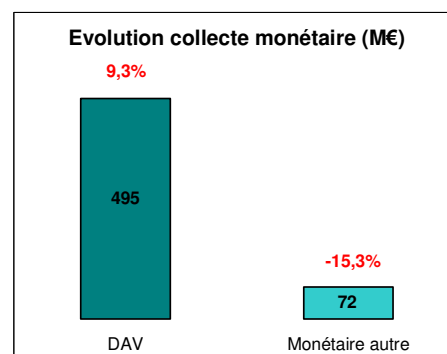
Le compartiment souffre de la décollecte sur la partie Epargne Logement provoquée par les mesures fiscales adoptées ces dernières années à -5,4%. Le succès des produits à terme, a cependant permis de compenser la décollecte des encours EL avec une hausse de +14,1%.

L'orientation favorable de ce compartiment de collecte est liée à notre capacité à proposer à une clientèle devenue prudente en matière de placements financiers des produits d'épargne innovants et attractifs. Dans ce contexte d'aversion au risque, la part de marché collecte épargne bancaire de la Caisse Régionale se consolide à 24,2 %, au premier rang des banques en Corse.

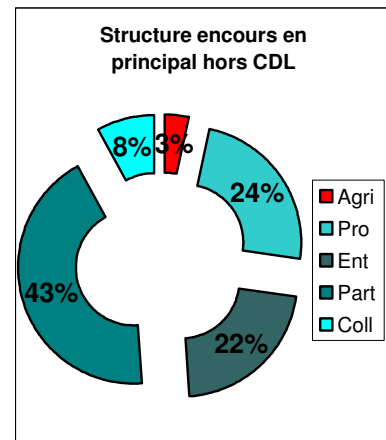
**Dans des marchés financiers un peu moins déprimés la collecte tierce connaît une évolution positive de +4,1%.**

Le compartiment des SICAV FCP baisse de -3,5%, contre -13,0% un an auparavant. L'assurance vie enregistre une belle progression de 8,01% contre + 1% en 2008.

Le poids de ce compartiment, et notamment l'assurance, dans l'encours collecte de la CR reste cependant inférieur à la moyenne des autres CR, confirmant que le potentiel de progression est encore important.



En millions d'€uros	2008	2009	Ecart	%
<b>Encours de créances</b>	<b>1 199,2</b>	<b>1 277,5</b>	<b>78,2</b>	<b>6,5%</b>
<b>Encours en principal</b>	<b>1 099,5</b>	<b>1 188,4</b>	<b>88,9</b>	<b>8,1%</b>
<b>Encours Sains et Sensible</b>	<b>961,2</b>	<b>1 061,9</b>	<b>100,8</b>	<b>10,5%</b>
Agriculture	33,4	36,5	3,1	9,4%
Professionnel	239,6	252,9	13,3	5,5%
Entreprises + Coop	205,1	227,7	22,6	11,0%
Particuliers	407,0	454,9	47,9	11,8%
Collectivités	75,4	86,3	10,9	14,5%
Autres	0,8	3,7	3,0	389,0%
<b>Encours CDL</b>	<b>138,4</b>	<b>126,5</b>	<b>-11,9</b>	<b>-8,6%</b>

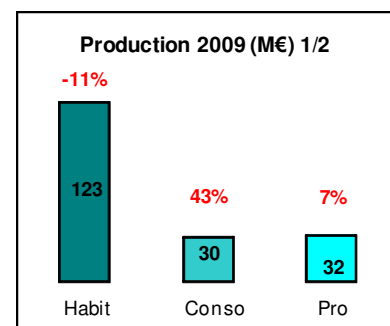


Le portefeuille de crédits de la Caisse Régionale est bien diversifié. Ainsi, si le marché des particuliers reste notre cœur de métier, plus de la moitié de l'encours de crédit est portée par des clients des autres marchés.

L'évolution de l'encours en principal de +8,1% nous place au premier rang de l'institution.

**Dans un contexte de crise financière internationale, la distribution de crédits aux particuliers souffre :**

Après plusieurs exercices de progression soutenue, le marché du crédit aux particuliers a marqué une pause à partir de 2007 et c'est ce que nous constatons de nouveau en 2009 avec une baisse de -4% des réalisations crédits sur ce marché avec une baisse notable de -11% sur l'habitat. Malgré cet environnement défavorable et extrêmement concurrentiel, la Caisse Régionale a su défendre ses marges tout en assurant une distribution toujours de bon niveau.

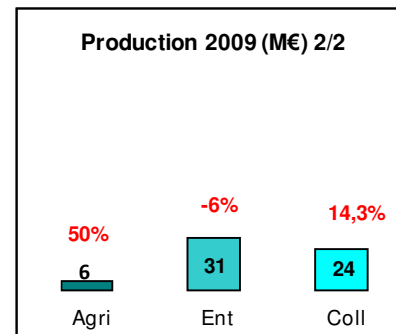


**Le positionnement de la Caisse Régionale sur les autres marchés assure des relais de croissance :**

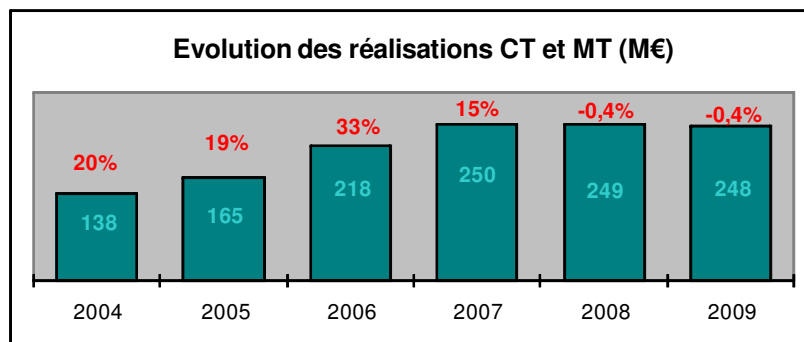
La CR, qui a connu ces dernières années un développement certain sur le marché des professionnels, a vu ses niveaux de réalisations augmenter de 7% sur ce marché en 2009 avec le déploiement d'une offre de pré attribution.

Le montant des réalisations sur le marché de l'agriculture a sensiblement augmenté en 2009 confirmant la volonté du Crédit Agricole de la Corse de continuer à accompagner ce secteur d'activité, même si les montants réalisés restent modestes. Une approche rigoureuse des risques a permis le déploiement d'une offre de pré attribution de crédit également sur ce marché.

Sur le marché des entreprises la Caisse Régionale a entamé une phase de prospection qui lui a permis là aussi de maintenir un niveau de réalisation honorable.



**Avec un volume de crédit distribué (248 M€) en 2009 quasi semblable à ceux de 2008 et de 2007, le Crédit Agricole de la Corse apparaît toujours comme un acteur incontournable du développement du tissu économique de la région et réaffirme sa position de leader avec 27,6% de part de marché.**



	2008	2009	Ecart	%
<b>Banque au quotidien</b>	<b>1 18 887</b>	<b>123 368</b>	<b>4 481</b>	<b>3,8%</b>
CSCA	45 311	46 661	1 350	3,0%
Cartes	50 648	52 327	1 679	3,3%
Open et Suppletis	5 807	5 724	-83	-1,4%
BAM	17 121	18 656	1 535	9,0%
<b>Prévoyance</b>	<b>12 134</b>	<b>12 436</b>	<b>302</b>	<b>2,5%</b>
IVP	12 134	12 436	302	2,5%
<b>Assurances</b>	<b>16 353</b>	<b>21 135</b>	<b>4 782</b>	<b>29,2%</b>
IARD	13 203	16 975	3 772	28,6%
GAV	3 150	4 160	1 010	32,1%
<b>TOTAL</b>	<b>147 374</b>	<b>156 939</b>	<b>9 565</b>	<b>6,5%</b>

Les produits de la banque au quotidien constituent le compartiment services le plus important. Le potentiel de croissance le plus élevé se trouve dans l'assurance.

**La dynamique de croissance de la banque au quotidien résiste : +3,8% :**

Le taux de croissance le plus important concerne une nouvelle fois la Banque à Accès Multiple. Le taux d'équipement élevé pour de nombreux produits limite le potentiel de hausse.

La relance passe par la conquête de nouveaux clients et la mise en marché de nouveaux produits proposant des fonctionnalités innovantes et élargissant la cible.

**L'évolution de l'activité dans le domaine de la prévoyance se caractérise par la réussite de la montée en gamme et la mise en marché du produit convention obsèques :**

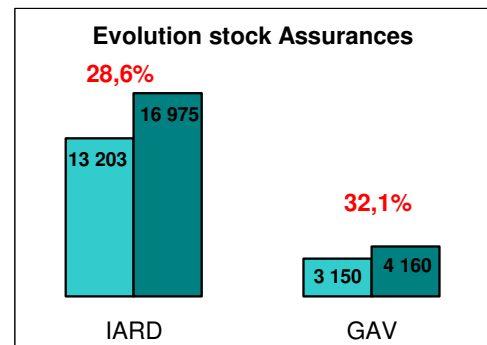
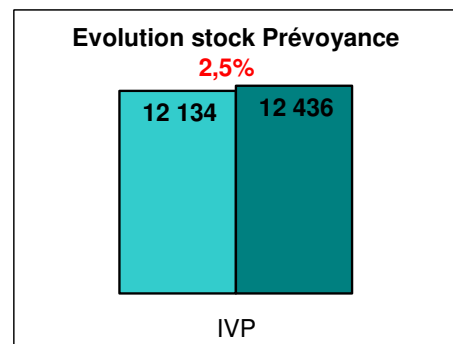
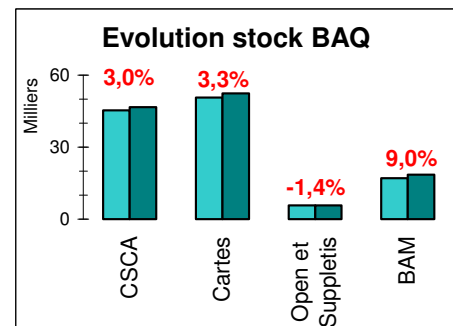
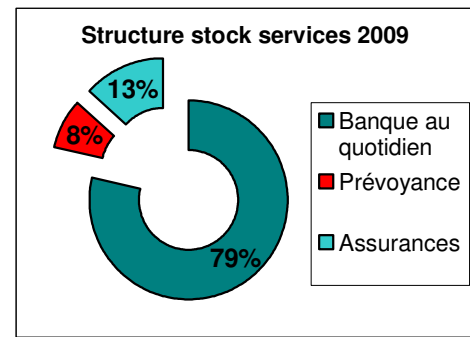
Le rythme a été soutenu ces dernières années et vise à combler le retard de la CR dans l'équipement Initial Valeur Prévoyance de ses clients. L'effort dans ce domaine peut être accentué.

**La croissance s'accélère tant sur l'assurance dommage que sur l'assurance des personnes :**

Après une année 2008 importante (+30,3%), le stock de contrats Garantie Accidents de la Vie continue à s'accroître rapidement en 2009 à +32,1%.

Le déploiement de nouveaux outils dans notre réseau permet de mieux répondre aux attentes des clients en matière d'assurance dommage : la croissance du stock de contrats IARD atteint un niveau de production important à +28,6% après le record de +35,2% en 2008 et 10,8% en 2007. Malgré les bonnes performances de ces dernières années, la CR peut encore espérer des gains importants dans ce compartiment et atteindre les niveaux observés sur l'ensemble des Caisses Régionales.

**Consciente de ces enjeux, la Caisse Régionale a identifié le développement de l'assurance comme une priorité dans son plan moyen terme.**



2008

2009

## **Analyse des résultats financiers**

Le compte de résultat

*Synthèse*

*PNB*

*Charges de fonctionnement*

*Hors exploitation*

*Conclusion*

Le bilan social

Ratio réglementaires

Les comptes consolidés

# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le compte de résultat – Synthèse

Présentation des données du compte de résultat des comptes annuels

en K€	déc-08	déc-09	Var. / A-1	
<b>PNB</b>	<b>63 236</b>	<b>65 004</b>	<b>1 768</b>	<b>2,8%</b>
Marge d'intermédiation globale	39 255	37 608	-1 647	-4,2%
Marge sur total commissions	23 974	23 992	18	0,1%
Marge sur portefeuille et propre CR	-174	3 352	3 526	ns
Marges diverses	181	51	-130	-71,8%
<b>Charges de fonctionnement nettes</b>	<b>45 011</b>	<b>45 624</b>	<b>613</b>	<b>1,4%</b>
Charges de personnel	26 104	26 362	258	1,0%
Charges informatiques	5 163	4 351	-812	-15,7%
Dotations aux amortissements	2 252	2 221	-31	-1,4%
Autres charges de fonctionnement	11 492	12 690	1 198	10,4%
<b>RBE</b>	<b>18 225</b>	<b>19 380</b>	<b>1 155</b>	<b>6,3%</b>
Coût du risque	-2 555	-1 799	756	-29,6%
Autres produits & charges	-4 947	-6 179	-1 232	24,9%
<b>Résultat Net</b>	<b>10 723</b>	<b>11 402</b>	<b>679</b>	<b>6,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>71,2%</b>	<b>70,2%</b>		

**Le résultat 2009** s'établit à 11,4 M€, en progression de 0,7 M€, confirmant ainsi la bonne résistance de notre entreprise d'autant plus remarquable que celui-ci intègre une charge fiscale de 6,17 M€.

- Avec un niveau de 65 M€, le **PNB** affiche une hausse de 2,8%.  
Effets significatifs :
  - La marge d'intermédiation globale se rétracte de 1,6 M€ (-4,2%) avec :
    - une baisse de l'activité de trésorerie due à la baisse des taux court terme rémunérant notre liquidité excédentaire.
    - une activité de récupération d'Intérêts Douteux Litigieux de 7,2 M€ en recul de 3 M€ par rapport à 2008.
    - une progression de la marge crédit liée à la baisse des charges de refinancement obtenue par des remboursements d'avances mais aussi à un effet taux qui a réduit la charge sur avances miroir de 50% (-7 M€).
    - des commissions collecte en repli de 0,3 M€.
  - La marge sur portefeuille s'élève à 3,3 M€ et est en forte hausse. Elle est principalement impactée par la perception exceptionnelle d'un dividende SAS SACAM (1,5 M€) venant compenser la forte diminution du dividende SAS La Boétie (-1,4 M€) et une ligne de plus ou moins value sur titre positive à 0,5 M€. Néanmoins, la marge sur portefeuille reste faible en structure compte tenu de la faiblesse de nos fonds propres et du poids de la charge sur dettes subordonnées CA-sa.
  - La marge sur commissions est atone à +0,1%, ce qui marque des difficultés à générer du PNB récurrent sur l'équipement de la clientèle, de par la faiblesse du renouvellement de notre fonds de commerce à travers les ouvertures de compte. Une satisfaction toutefois, une hausse encourageante des cotisations IARD qui devrait nous permettre, si l'effort se poursuit, de consolider la rentabilité de cette activité.
- La hausse des charges de fonctionnement est maîtrisée à +1,4% et est globalement dans le budget prévu. L'écart en année mobile de +0,6 M€ est principalement porté par les honoraires suite à l'impact de la comptabilisation exceptionnelle des frais d'avocats liés au procès de la Caisse Régionale qui s'est clôturé par un non-lieu début 2009. Les charges de personnel présentent une évolution bien maîtrisée avec +1%, dans les normes de l'institution (+0,8%), et cela dans un contexte de stabilité des effectifs et de mises en place d'avancées sociales.
- Le RBE s'établit à 19,4 M€, en progression de +6,3% par rapport à décembre 2008.
- Ainsi, le coefficient d'exploitation à 70,2% s'apprécie sensiblement de 1,0%, mais demeure nettement au-dessus des standards nationaux.

Le **coût du risque** est toujours maîtrisé avec un coût du risque crédit de 0,2 M€, seules les dotations réalisées sur les provisions collectives génèrent un coût du risque significatif de 1,7 M€.

# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le compte de résultat – PNB

en K€	déc-08	déc-09	Var. / A-1	
Marge d'intermédiation globale	39 255	37 608	-1 647	-4,2%
Marge sur total commissions	23 974	23 992	17	0,1%
Marge sur portefeuille et propre CR	-174	3 352	3 526	ns
Marges diverses	181	51	-130	-71,8%
<b>PNB</b>	<b>63 236</b>	<b>65 004</b>	<b>1 766</b>	<b>2,8%</b>
dont PNB Clientèle (d'activité)	63 229	61 599	-1 630	-2,6%

### Marge d'intermédiation globale : 37,6 M€, -4,2%.

Cette évolution peut être considérée comme normale car elle s'inscrit dans un contexte de forte diminution de la marge d'intermédiation des principales banques de détail en France, amplifiée par la forte baisse des taux.

Marges crédit : Celle-ci est en progression de +14,1%. Cette bonne performance s'explique par la forte baisse des charges de refinancement à -23,9% suite à la baisse des taux et au remboursement d'avances et ce, malgré une moindre récupération d'intérêts douteux et litigieux.

Marge sur trésorerie : Celle-ci est en forte diminution de -43%, impactée principalement par la forte baisse des taux enregistrée sur l'année 2009. Elle est accentuée également par une baisse globale des excédents de liquidité de la Caisse Régionale due à la forte progression des encours de crédit, l'arrêt du refinancement par avances globales et le remboursement anticipé de 27,5 M€ d'avances.

Commissions collectes : Celles ci accusent une baisse de 8,9% impactée de façon non négligeable par l'évolution des taux de marché ; en effet la chute des taux de rémunération de l'épargne, ainsi que la mise à jour du taux du livret A, impactent les niveaux de commissionnement reçus de CA-sa.

### Marge sur total commissions : 24.0 M€, +0.1%.

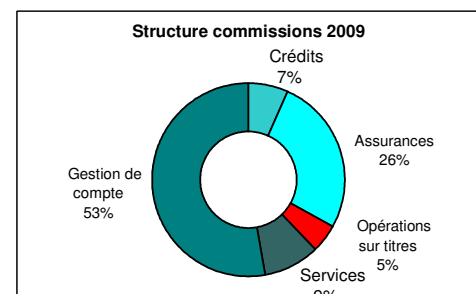
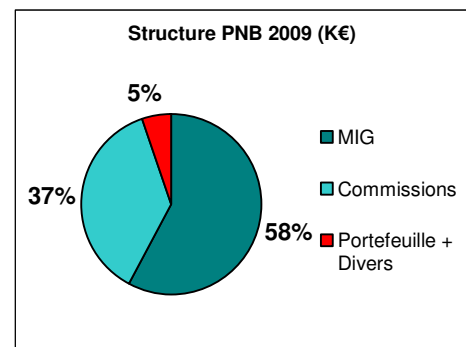
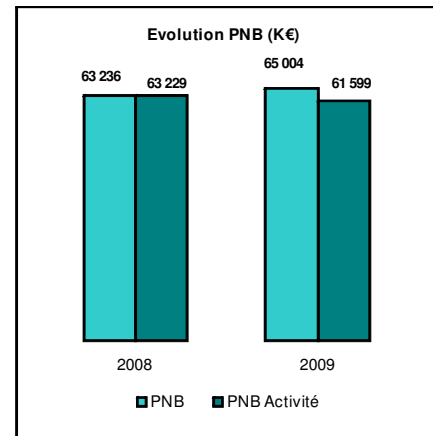
La marge sur total commission est stable. Compte tenu des nombreux freins liés à la réglementation et à la défense de la clientèle fragile, cette progression traduit néanmoins une activité relativement soutenue notamment en matière d'assurances.

Ainsi, après une année de stabilité, les commissions liées au dysfonctionnement (5,8 M€, +3,5%) sont réparties à la hausse.

Cependant la Caisse Régionale doit rester vigilante, car après la baisse des tarifications bancaires en 2007, elle a du poursuivre son effort sur les prix en 2008 et 2009.

### Marge sur portefeuille : +3,4 M€ (+3,5 M€)

La marge sur portefeuille s'élève à 3,3M€ et est en forte hausse. Elle est principalement impactée par la perception exceptionnelle d'un dividende SAS SACAM (1,5 M€) venant compenser la forte diminution du dividende SAS La Boétie (-1,4 M€) et une ligne de plus ou moins value sur titre positive à 0,5 M€.



# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le compte de résultat – Charges de fonctionnement

En K€	déc-08	déc-09	Ecart	%
GESTION RESSOURCES HUMAINES	26 104	26 362	258	1,0%
INFORMATIQUE	5 163	4 351	-812	-15,7%
LOGISTIQUE	2 846	2 958	112	3,9%
SECURITE	2 723	3 275	552	20,3%
Autres	5 913	6 573	660	11,2%
<b>Charges de Fonctionnement Budgétaires</b>	<b>42 749</b>	<b>43 519</b>	<b>770</b>	<b>1,8%</b>
DOTATIONS AMORTISSEMENTS	2 252	2 221	-31	-1,4%
AUTRES CHARGES D EXPLOITATION	10	-116	-126	-1260,0%
<b>Charges de Fonctionnement Nettes</b>	<b>45 011</b>	<b>45 624</b>	<b>613</b>	<b>1,4%</b>

Avec un niveau de **45 624 K€ (+613 K€)**, les charges de fonctionnement sont en évolution maîtrisée de **+1,4%** par rapport à 2008. Sur la quasi-totalité des lignes, les charges sont globalement conformes à nos prévisions. L'écart en année mobile est principalement porté par la ligne d'honoraires avec l'impact des frais d'avocats liés au procès de la Caisse Régionale.

On note les éléments significatifs suivants pour les principaux postes de charges:

### Charges informatiques 4 351 K€ (-812 K€ ; -15,7%)

La baisse des prestations des charges informatiques est, conformément au budget, en forte baisse, suite aux gains réalisés par l'impact de notre entrée dans le GIE EXA.

### Charges de logistique 2 958 K€ (+112 K€ ; +3,9%)

Les charges de logistique sont en hausse suite à l'accélération du rythme de déploiement du « nouveau concept d'agence » (NCA).

### Charges de sécurité 3 275 K€ (+552 K€ ; +20,3%)

Les charges de sécurité évoluent fortement sous l'influence de l'effet NCA qui occasionne une forte augmentation du coût du transport de fonds.

### Dotations aux amortissements 2 221 K€ (-31 K€ ; -1,4%)

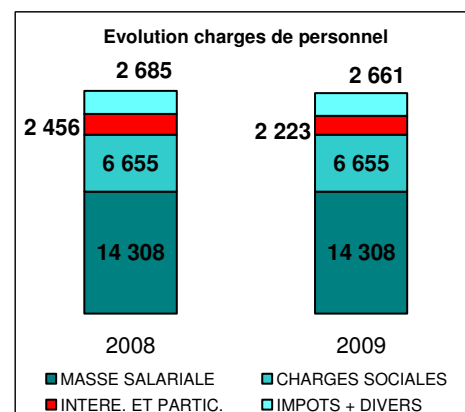
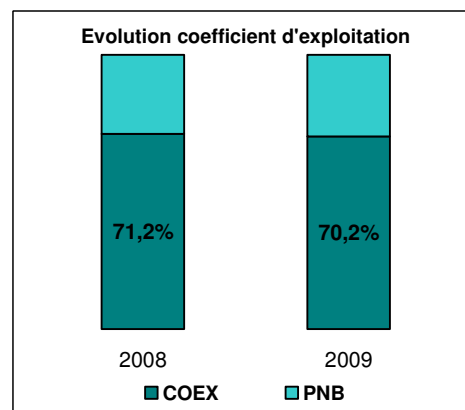
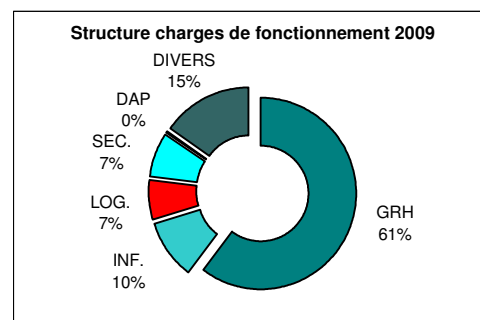
Les dotations aux amortissements sont conformes à nos prévisions.

### Charges de personnel 26 362 K€ (+ 258 K€ ; +1,0%)

Les charges de personnel présentent une évolution maîtrisée de +1,0%, dans les normes de l'institution (+0,8%), dans un contexte de stabilité des effectifs et de mise en place d'avancées sociales.

Les éléments principaux sont les suivants :

- Enveloppe d'intéressement et participation de 2 223K€
- Une masse salariale de 14 664K€ en progression de 2,5%
- 6 814K€ de charges et œuvres sociales et 2 661K€ d'impôts et taxes



# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le compte de résultat – Hors exploitation

	en K€		Var. / A-1	
	déc-08	déc-09		
<b>RBE</b>	<b>18 225</b>	<b>19 379</b>	<b>1 154</b>	<b>6,3%</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>-2 555</b>	<b>-1 799</b>	<b>756</b>	<b>-29,6%</b>
<i>Incidence nette pour risque crédit</i>	-3 413	-220	3 193	-93,6%
<i>Dotation nette pour dépréciation diverses</i>	219	183	-36	-16,4%
<i>Dotation nette pour risques et charges</i>	639	-1 762	-2 401	ns
<b>Résultat sur actif immobilisé</b>	<b>98</b>	<b>-6</b>	<b>-104</b>	<b>ns</b>
<i>Dotation nette pour immo financière</i>	68	-17	-85	ns
<i>Résultat sur cession d'immo.</i>	30	11	-19	-63,3%
<b>Dotations nettes au FRBG et Provisions réglementées</b>	<b>540</b>	<b>0</b>	<b>-540</b>	<b>ns</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>ns</b>
<b>Charge fiscale</b>	<b>-5 584</b>	<b>-6 172</b>	<b>-588</b>	<b>10,5%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>10 724</b>	<b>11 402</b>	<b>678</b>	<b>6,3%</b>

**Le coût du risque** est toujours maîtrisé et est encore en repli par rapport à 2008 (-1,8 M€ contre -2,6 M€).

*Risque crédit* : dotation nette de -0,2 M€, contre -3,4 M€ en 2008, qui visait à rapprocher le taux de provisionnement de la Caisse Régionale à celui de la CR moyenne, soit 70% en capital.

*Risques et charges et dépréciations diverses* : dotation nette de 1,6 M€, contre une reprise nette de 0,9 M€ en 2008, qui se compose principalement de :

- Une dotation sur provisions collectives de 1,7 M€
- Des reprises sur des provisions CNASEA et « mesures Juppé »
- Une reprise de 0,4 M€ sur des cautions qui avaient été payées dans le cadre du procès intenté à la Caisse Régionale.

**Le résultat sur actif immobilisé** résulte de la comptabilisation par la CR de dotations sur les participations des Caisses Locales dans la SAFER, ainsi que sur SANTEFI, diminuées des reprises sur FIRECA et PLEINCHAMP. Ces charges sont compensées par des plus values de cessions de titres de participation (Radian et SAS TLJ).

### Résultat social :

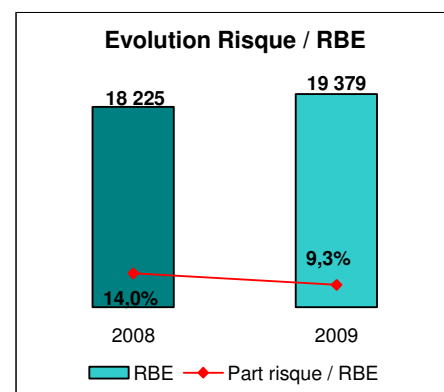
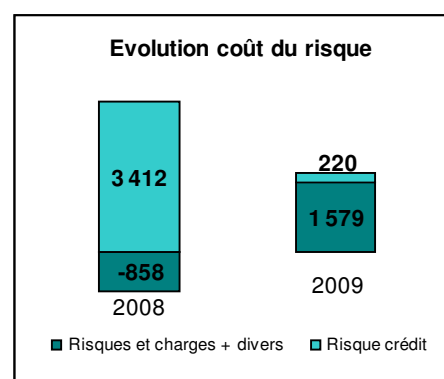
après enregistrement des charges fiscales :

- Impôt sur les Sociétés 6,1 M€
- Impôts sur PTZ pour 0,04 M€
- Impôt Forfaitaire Annuel (IFA) pour 0,02 M€.

le résultat social s'établit à 11,4 M€ contre 10,7 M€ en 2008 (+6,3%).

Compte tenu du paiement de l'Impôt sur les Sociétés en 2009, ce niveau de résultat constitue une excellente performance.

La Caisse Régionale n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.



# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le compte de résultat – Conclusion

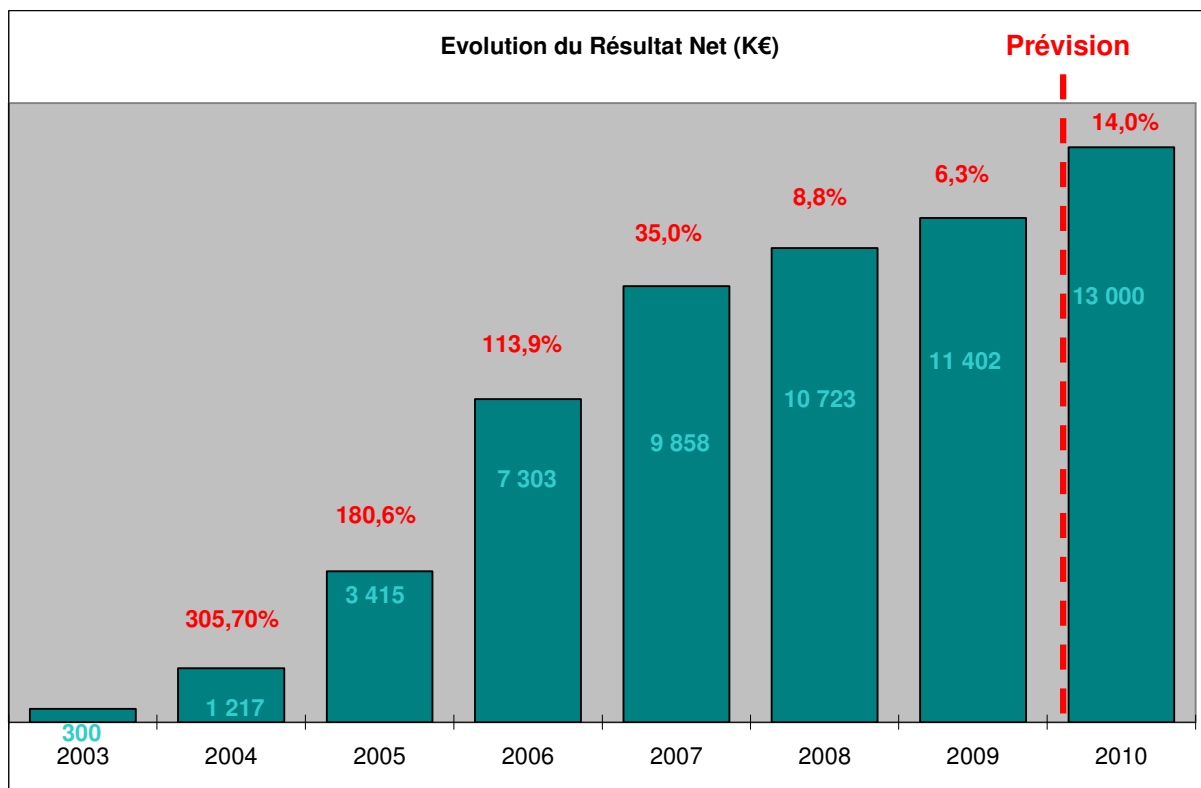
	en K€			
	2008	2009	Var. / A-1	
<b>PNB</b>	63 236	65 004	1 768	2,8%
<b>Charges de fonctionnement</b>	45 011	45 624	613	1,4%
<b>RBE</b>	18 225	19 380	1 155	6,3%
<b>Résultat Net</b>	<b>10 723</b>	<b>11 402</b>	<b>679</b>	<b>6,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>71,2%</b>	<b>70,2%</b>		

Le bon niveau des résultats financiers obtenu par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Corse s'inscrit dans une dynamique positive entamée depuis 2003.

Renforcée par 7 années consécutives de progression régulière de son résultat net, la Caisse Régionale peut maintenant être optimiste sur sa capacité à affronter et vaincre les aléas à venir.

En effet, les prévisions sur l'activité sont incertaines compte tenu de la crise financière en cours, de la profondeur de ses répercussions et de ses prolongements sur l'économie de l'île.

Forte d'une rentabilité retrouvée et d'une situation financière assainie, la Caisse Régionale de la Corse aura les moyens de financer sa croissance et consolider sa position de partenaire privilégié du développement économique de la Corse.



# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Le bilan social

(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008	Evol.	%
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>31 255</b>	<b>20 967</b>	<b>10 288</b>	<b>49,1%</b>
Caisse, banques centrales	24 424	14 853	9 571	64,4%
Effets publics et valeurs assimilées				
Créances sur les établissements de crédit	6 831	6 114	717	11,7%
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>227 740</b>	<b>364 791</b>	<b>-137 051</b>	<b>-37,6%</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 101 776</b>	<b>1 000 344</b>	<b>101 432</b>	<b>10,1%</b>
<b>Opérations sur titres :</b>	<b>21 106</b>	<b>19 176</b>	<b>1 930</b>	<b>10,1%</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 719	4 641	-1 922	-41,4%
Actions et autres titres à revenu variable	18 387	14 535	3 852	26,5%
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>65 995</b>	<b>58 233</b>	<b>7 762</b>	<b>13,3%</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	52 343	44 715	7 628	17,1%
Parts dans les entreprises liées	37	37	-	0,0%
Immobilisations incorporelles	352	619	-267	-43,1%
Immobilisations corporelles	13 263	12 862	401	3,1%
<b>Capital souscrit non versé</b>				
<b>Actions propres</b>				
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>36 285</b>	<b>33 767</b>	<b>2 518</b>	<b>7,5%</b>
Autres actifs	18 918	17 058	1 860	10,9%
Comptes de régularisation	17 367	16 709	658	3,9%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 484 157</b>	<b>1 497 278</b>	<b>-13 121</b>	<b>-0,9%</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008	Evol.	%
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>16 849</b>	<b>19 480</b>	<b>-2 631</b>	<b>-13,5%</b>
Banques centrales				
Dettes envers les établissements de crédit	16 849	19 480	-2 631	-13,5%
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>765 530</b>	<b>819 783</b>	<b>-54 253</b>	<b>-6,6%</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>550 255</b>	<b>501 474</b>	<b>48 781</b>	<b>9,7%</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>19 945</b>	<b>37 993</b>	<b>-18 048</b>	<b>-47,5%</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>30 045</b>	<b>28 950</b>	<b>1 095</b>	<b>3,8%</b>
Autres passifs	7 360	7 268	92	1,3%
Comptes de régularisation	22 685	21 682	1 003	4,6%
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>	<b>58 306</b>	<b>57 819</b>	<b>487</b>	<b>0,8%</b>
Provisions	17 026	15 614	1 412	9,0%
Dettes subordonnées	41 280	42 205	-925	-2,2%
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	<b>12 172</b>	<b>12 172</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>Capitaux propres hors FRBG :</b>	<b>31 055</b>	<b>19 607</b>	<b>11 448</b>	<b>58,4%</b>
Capital souscrit	99 138	99 092	46	0,0%
Primes d'émission				
Réserves	36 763	36 763	0	0,0%
Ecart de réévaluation				
Provisions réglementées et subventions d'investissement				
Report à nouveau	-116 248	-126 971	10 723	-8,4%
Résultat de l'exercice	11 402	10 723	679	6,3%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 484 157</b>	<b>1 497 278</b>	<b>-13 121</b>	<b>-0,9%</b>

La structure du Bilan de la Caisse Régionale lui permet de respecter les ratios prudentiels réglementaires instaurés par le Comité de la Réglementation Bancaire.

### Le ratio de solvabilité européen (Bâle II)

Mesure le rapport qui existe entre les fonds propres et l'ensemble des engagements de crédit.

Les règles de division des risques se traduisent par 2 rapports :

- Le total des crédits consentis à un même emprunteur ne doit pas dépasser 25% des fonds propres
- La somme des crédits supérieurs à 10% des fonds propres ne doit pas dépasser 8 fois les fonds propres

Le Crédit Agricole de la Corse les respectait au 31 décembre 2009.

### Le coefficient de liquidité

Mesure le rapport entre les liquidités à un mois et les exigibilités à un mois.

Il a pour objet de s'assurer à tout moment que les établissements de crédits peuvent honorer leurs règlements dans le mois à venir

	Caisse Régionale 31/12/2009	Norme
Capital Requirement Directive	9.87%	8%
Coefficient de Liquidité	100%	100%

# ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS

## Les comptes consolidés

### ACTIF au 31 décembre

*en milliers d'euros*

	déc-08	déc-09	Evol.	%
Caisses, Banque Centrale, CCP	18 103	27 681	9 578	52,9%
Actifs financier à la juste valeurs sur option	3 501	1 714	-1 787	-51,0%
Instruments dérivés de couverture	305	121	-184	-60,3%
Actifs financiers disponible à la vente	46 224	67 163	20 939	45,3%
Prêts et créances sur établissement de crédit	370 567	234 495	-136 072	-36,7%
Prêts et créances sur la clientèle	1 003 361	1 107 061	103 700	10,3%
Ecart d'évaluation portefeuille couvert en taux	-315	-82	233	-74,0%
Actifs d'impôts courants et différés	16 263	15 315	-948	-5,8%
Compte de régul. Et actifs divers	31 321	34 107	2 786	8,9%
Immeubles de placement	455	1 231	776	170,5%
Immobilisations corporelles et incorporelles	13 027	12 385	-642	-4,9%
<b>Total Actif</b>	<b>1 502 812</b>	<b>1 501 191</b>	<b>-1 621</b>	<b>-0,1%</b>

### PASSIF au 31 décembre

*en milliers d'euros*

	déc-08	déc-09	Evol.	%
Instruments dérivés de couverture	0	463	463	-
Dettes envers établissement de crédit	838 500	781 427	-57 073	-6,8%
Dettes envers la clientèle	501 473	550 255	48 782	9,7%
Dettes représentées par un titre	37 993	19 945	-18 048	-47,5%
Ecart d'évaluation portefeuille couvert en taux	4 456	2 288	-2 168	-48,7%
Passif d'impôt courant et différé	0	0	0	-
Compte de régul.et passif divers	24 035	26 611	2 576	10,7%
Provisions pour risques et charges	6 915	5 958	-957	-13,8%
Dettes subordonnées	38 473	38 306	-167	-0,4%
Capitaux propres part du groupe	50 967	75 938	24 971	49,0%
dont Résultat de l'exercice	10 246	11 333	1 087	10,6%
<b>Total Passif</b>	<b>1 502 812</b>	<b>1 501 191</b>	<b>-1 621</b>	<b>-0,1%</b>

### COMPTE DE RESULTAT au 31 décembre

*en milliers d'euros*

	déc-08	déc-09	Evol.	%
Marges sur intérêts	34 384	33 534	-850	-2,5%
Marges sur commissions	24 650	28 581	3 931	15,9%
Pertes/Gains sur instruments financiers à la juste valeur	-1 601	1 275	2 876	-179,6%
Gains sur actifs financier disponibles à la vente	3 192	2 000	-1 192	-37,3%
Marges sur autres activités	3 512	-396	-3 908	-111,3%
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>64 137</b>	<b>64 994</b>	<b>857</b>	<b>1,3%</b>
Charges générales d'exploitation	-42 764	-43 414	-650	1,5%
Dotations aux amortissements	-2 237	-2 190	47	-2,1%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>19 136</b>	<b>19 390</b>	<b>254</b>	<b>1,3%</b>
Coût du risque	-3 087	-1 799	1 288	-41,7%
Pertes sur autres actifs	0	0	0	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>16 049</b>	<b>17 591</b>	<b>1 542</b>	<b>9,6%</b>
Impôt sur les bénéfices	-5 803	-6 258	-455	7,8%
<b>Résulta net part du groupe</b>	<b>10 246</b>	<b>11 333</b>	<b>1 087</b>	<b>10,6%</b>

## INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE RÈGLEMENT FOURNISSEURS

L'article L.441-6-1 du Code de Commerce impose aux sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes de publier dans leur rapport de gestion le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance suivant les modalités du décret n°2008-1492 article D441-4.

A ce titre l'intégralité des factures-fournisseurs reçues par la Caisse Régionale avant le 20 décembre 2009 ont été réglées au 31 décembre 2009. Le montant des factures-fournisseurs reçues entre le 20 et le 31 décembre 2009 n'est pas significatif.

**La gestion des risques**

Les informations sur les risques financiers requises par la norme IFRS 7 font partie intégrante des états financiers consolidés au 31 décembre 2009. A ce titre, elles sont présentées dans la note 3 des annexes de ces états financiers consolidés.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires (non requises par IFRS 7) sont fournies sur les risques concernant :

**Le risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un évènement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

**La gestion du risque bancaire** au sein de Caisse Régionale de la Corse est assurée par le Contrôle Permanent, le Contrôle de la Conformité et le Contrôle Périodique rattachés directement à la Direction Générale et qui ont pour mission d'assurer la maîtrise des risques de crédit, de marchés et opérationnels ainsi que le pilotage des projets impactant ces risques.

En 2004, le déploiement du dispositif risques opérationnels « EUROPA » a permis de réaliser une cartographie, pour l'ensemble des Caisses régionales et de leurs filiales, permettant ainsi de recenser et de qualifier les risques opérationnels avérés et potentiels.

En 2005, le Groupe Crédit Agricole a poursuivi la mise en œuvre du dispositif avec le déploiement de l'outil « OLIMPIA » qui permet de collecter les incidents survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Cette démarche quantitative et uniquement rétrospective permet de mesurer les fréquences des incidents ainsi que leurs impacts financiers.

Ce dispositif permet d'évaluer le coût du risque opérationnel, d'en analyser l'évolution et les composantes, afin d'établir des priorités en matière d'actions correctrices ou de politique de couverture via la mise en place de polices d'assurance.

Assurances et couvertures des risques

Les risques couverts par nos polices d'assurances sont :

## **CAMCA**

- Responsabilité civile professionnelle
- Responsabilité civile de courtage
- Mission collaborateurs
- Globale de banque
- Détournement et escroquerie
- Vol et destruction (Hold-up et Cambriolage)
- Matériels de sécurité et immeubles
- Utilisation frauduleuse des moyens de paiement
- Poste et société de messagerie
- Perte de trésorerie
- Convention spéciale DAB GAB
- Convention spéciale assurance des automates chez les commerçants
- Convention spéciale assurance des sous traitants

## **GROUPAMA**

- Assurances des personnes
- Responsabilité civile d'exploitations
- Dommages aux biens mobiliers et immobiliers

## **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA CORSE**

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit.

Société de courtage d'assurance immatriculée au registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 025 177.

Siège social : 1, avenue Napoléon III - BP 308 - 20193 AJACCIO CEDEX

RCS D 782 989 206 AJACCIO

[www.ca-corse.fr](http://www.ca-corse.fr)

